

Bernard Paranke 2012 – PCF et stratégie.

Trois expressions/thèmes en particulier me font réfléchir :

- Concernant le PS, je ne comprends pas les uns et les autres et les débats me font penser aux années 80 comme si nous n'avions rien appris sur nous et notre situation. Le PS est un parti social démocrate qui vise à gérer le capitalisme en le réformant et en essayant quand il le peut d'atténuer les impacts de sa logique sur les populations. En ce sens il est de gauche, sauf à considérer que nous sommes les gardiens du temple distribuant les bons points. La situation du PS est le résultat de notre politique d'accession au pouvoir décidé dans les années 60 et qui a amené à complètement modifier le rapport de force en sa faveur. La question est alors de savoir si nous sommes capables tant sur le plan idéologique/théorique et pratique/opérationnel d'inverser cette situation, sans quoi nos votes pour ou contre à l'Assemblée n'ont aucun sens.
- Cet effort théorique/pratique ne consiste pas à s'enfermer dans « le marxisme » mais à travailler Marx et les auteurs critiques afin de comprendre le système dont nous sommes les produits tout autant que nous le produisons. A cet égard, je conseille vivement la lecture ou la relecture de « Le chapitre VI du Livre un du Capital » pour « fixer » le vocabulaire. Le capitalisme, la finance ne sont pas des objets qui nous sont extérieurs, ce sont des rapports sociaux nous constituant et qu'il faut comprendre de manière critique pour construire leur dépassement. Le retour au marxisme-léninisme serait rafraîchissant s'il ne traduisait pas une incapacité/refus à tirer le bilan du « socialisme réel » qui a failli sur tous les plans ou presque comme nous le montrent les situations politiques de ces pays. Lénine devait relever un défi qui était celui du changement dans une situation historique concrète, il ne nous apprend rien sur la manière de comprendre un monde totalement différent si ce n'est que les questions de démocratie et de place de l'Etat ont été largement sous-estimées. Marx a insisté sur la dimension mondiale du capitalisme avant de pouvoir identifier son possible dépassement même s'il n'a pas pour autant abandonné la lutte politique pour répondre aux besoins des populations. Ces réponses sont datées et circonstanciées, son analyse en revanche reste cruciale pour comprendre les ressorts de notre monde. Je ne crois pas à l'intervention de l'Etat, c'est-à-dire à une gestion d'en haut, comme l'a montré la grande époque des nationalisations et des plans nationaux : délégation et technocratie sont allés de paire avec impasse dans les coopérations (à quelques exceptions près) et passivité des salariés.
- En ce qui concerne la finance, je suis étonné de cette diabolisation alors que la finance n'existe qu'à travers des pratiques portées par des hommes et des femmes ; la finance n'est pas une chose qui agit à notre insu, c'est des techniques et outils mis en œuvre par des personnes. Donc la finance « mauvaise » est infantile et manque sa cible. Quand nous plaçons notre argent sur un livret A nous participons à la finance, bonne ou mauvaise ; nos retraites alimentent la finance, bonne ou mauvaise. Il faut en revenir aux fondamentaux, ceux d'un système nous constituant mais pouvant être dépassé. C'est comme pour le libéralisme, ne passons pas à côté de l'essentiel : la question n'est pas le

libéralisme en tant que tel (faire un peu d'histoire) mais sa mobilisation pour défendre une représentation du monde qui consiste à dire que la majorité n'est pas capable de gérer sa liberté et que pour cela elle a besoin d'une élite à qui elle délègue pouvoir et décision. Le libéralisme est l'affirmation de la libération de l'homme de la religion et de la monarchie et de tout pouvoir qui nie la liberté constitutive de l'homme. Cela répond aux besoins des marchands certes, mais pas seulement comme l'ont montré les Lumières et les révolutions anglaise, française et américaine. Le problème est alors que pour pouvoir exercer cette liberté, l'homme n'en a pas les moyens dès lors que les moyens de cette liberté, entre autre les moyens de production, sont appropriés de manière privée. C'est là le cœur de la pensée de Marx et de son analyse du système capitaliste. Pour autant, que veut dire l'abolition de la propriété privée ? Cette abolition vise les moyens de la liberté, pas l'exercice de celle-ci une fois acquis les revenus. Autrement dit le débat n'est pas entre l'Etat et le marché, mais dans l'émergence des formes originales construisant simultanément l'expression de la démocratie et l'exercice de notre liberté. C'est en ce sens que Marx pouvait dire « *A l'intérieur de la vieille forme [de la propriété], les usines coopératives des ouvriers elles-mêmes représentent la première rupture de cette forme.(...)Il faut considérer les entreprises capitalistes par actions et , au même titre, les usines coopératives comme les formes de transition du mode capitaliste au mode collectiviste, avec cette différence que, dans les premières, la contradiction est résolue négativement et dans les secondes positivement* » (Marx, *Le Capital*, Livre 3, Tome 2, Editions Sociales, Paris.1974, p. 105).

Il s'agit d'identifier quels sont les possibles dépassements de cette aliénation qui me rend étranger à mon monde car ayant tout à la fois l'impression de ne pas avoir de prise concrète sur son évolution et la conscience d'en être objectivement dépossédé par les rapports sociaux de production. Est-il possible de rompre avec la domination de la valeur (d'échange) sans confondre « Etat » et « collectif » pour ce faire? Le marché comme lieu d'échange, existait avant le capitalisme (Polanyi; Braudel), comment sans tomber dans un passéisme réactionnaire ouvrir des voies d'actions qui s'appuient sur les opportunités offertes par ce même monde ?

Bernard Paranke le 27/11/2012.